



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 440 du 3 juillet 2026

Cuba, à l'heure du 250^{ème} anniversaire de la révolution américaine, Trump craint le spectre de la révolution au point de vouloir en extirper jusqu'à la mémoire

« *L'Amérique est de retour* », martelait une fois encore Trump le 25 juin en inaugurant les festivités du 250^{ème} anniversaire de la naissance des Etats-Unis, proclamation d'autant plus incantatoire que les USA sont en déroute dans leur guerre criminelle, avec Israël, contre l'Iran, nouvelle illustration de leur affaiblissement.

Dans son discours d'ouverture où il a bien sûr ignoré tant la révolution qui a donné naissance aux Etats-Unis en brisant la domination anglaise que l'extermination des Indiens et l'esclavage des Afro-Américains, Trump s'est vanté de sa « victoire » sur l'Iran et de ses « bons » résultats économiques. En réalité la déroute des USA est pour lui secondaire au regard de ce qui seul l'intéresse, lui comme ses amis milliardaires, la baisse des prix du pétrole et la hausse du cours des actions et autres actifs financiers. Le reste l'indiffère, les morts et les destructions en Iran, aux USA les difficultés du monde du travail qui subit inflation, licenciements massifs et dégradation de son niveau de vie. Comme il est indifférent aussi à la tragédie qui se joue au Venezuela où le délabrement des constructions, l'effondrement du système de santé, la dégradation du réseau électrique et l'incapacité de l'Etat à organiser une réponse d'urgence efficace face à la tragédie du séisme sont le fruit de l'oppression de longue date exercée par l'impérialisme américain.

A Cuba, le durcissement depuis le début de l'année de l'embargo états-unien, un blocus complet maintenant, inflige des souffrances insupportables à la population, coupures quasi-permanentes d'électricité, pénuries de carburant, de nourriture, d'eau, de médicaments... Un supplice dont les Etats-Unis renvoient cyniquement la responsabilité à Cuba en accusant le « communisme ».

Pour Trump, tous ceux qui s'opposent aux USA ou à lui sont « communistes » mais Cuba, ce n'est pas le communisme, pas plus que la Chine ou la Corée du Nord mais une petite nation qui a osé défier, il y a plus de 60 ans, à 150 kilomètres de ses côtes, l'impérialisme américain, exploiteur et oppresseur de l'île depuis le début du XX^{ème} siècle... Et, crime suprême, qui a osé tenir tête à la grande Amérique, révélant ainsi la faiblesse de la première puissance impérialiste mondiale.

Depuis le début de l'année, les USA qui lui imposent sanctions et embargo depuis 1960, ont entrepris de réduire à merci son Etat et sa population de 9,6 millions d'habitants et de réintégrer complètement l'île dans le marché capitaliste mondial, sous leur domination, en le forçant à abattre toutes les barrières qui font encore obstacle au capital états-unien.

Il s'agit aussi de venger l'affront subi pendant des décennies par la première puissance mondiale, de mettre à terre une population coupable d'insolence, d'en faire un avertissement pour tous les peuples. Ils veulent effacer de la réalité et des mémoires toute trace de la révolution cubaine, des combats de la population pour son indépendance et sa dignité. Tant est grande leur crainte de la révolte des masses.

Une riche tradition de luttes populaires et ouvrières contre la domination coloniale et impérialiste

Le 1^{er} janvier 1959, la sinistre dictature de Batista s'effondrait sous les coups de la révolte des masses cubaines, de la révolution dirigée par Fidel Castro et ses camarades. Batista, le « Yes Man » des Etats-Unis depuis le milieu des années 1930, s'était enfui la veille avec 300 millions de dollars.

Depuis, les USA n'ont pas réussi à restaurer leur domination sur l'île.

C'est sous l'étendard de la « liberté » qu'ils avaient imposé leur tutelle sur Cuba, au tournant du siècle dernier, alors que celle-ci s'émancipait de la tutelle coloniale espagnole. Comme toute l'Amérique centrale et latine, Cuba avait été conquise, « découverte », 400 ans auparavant par les conquistadors et avait subi un sort comparable à celui des autres colonies espagnoles, ses premiers habitants, les « Indiens », décimés dès le milieu du XVI^{ème} par les massacres puis le travail forcé, et remplacés par des Africains arrachés à leur terre, déportés, réduits en esclavage, un million de 1595 à 1850, époque à laquelle la culture de la canne et la production de sucre étaient devenues l'activité principale de l'île.

Au milieu du XIX^{ème} siècle, la tutelle de l'Espagne était devenue insupportable à toute la population, y compris aux descendants des conquistadors, à l'exception d'une mince couche de grands propriétaires esclavagistes. Mais il fallut deux guerres d'indépendance, de 1868 à 1878, puis de 1895 à 1898, pour venir à bout de la sauvagerie coloniale et de la répression. L'Espagne finit par capituler en 1898, mais un peu plus tôt, l'État américain lui avait déclaré la guerre au nom de la « liberté » et s'imposait à la population cubaine.

L'Espagne reconnut aux USA, qui se firent attribuer aussi la propriété du site de Guantanamo, le droit d'occuper militairement Cuba et en 1901, le gouvernement américain fit ajouter à la nouvelle Constitution cubaine l'amendement Platt dont un des articles essentiels stipulait : « *Le gouvernement de Cuba accorde aux USA le droit d'intervenir pour garantir l'indépendance et pour aider tout gouvernement à protéger les vies, la propriété et la liberté individuelles* ».

Depuis il se passa peu d'années sans qu'il y ait à Cuba des révoltes, des grèves ou des soulèvements armés. « *Je suis tellement exaspéré par cette infernale petite république de Cuba que j'aimerais pouvoir l'effacer de la carte du monde* » disait Theodore Roosevelt, président des États-Unis de 1901 à 1909. L'armée américaine occupa l'île de 1898 à 1902, de 1906 à 1909 et elle intervint directement en 1912 pour réprimer un soulèvement des Afro-Américains et en 1917 pour imposer l'élection d'un président à sa botte.

Ce fut la dernière fois que les USA intervinrent militairement directement sur le terrain. Ils y renoncèrent désormais de peur de déclencher une explosion généralisée. Il leur fallait trouver des hommes entièrement à leur main, capables d'exercer un pouvoir dictatorial contre la population. Mais Machado qu'ils firent élire en 1924 ne put venir à bout, malgré une répression féroce, de la puissante mobilisation de la classe ouvrière, des étudiants et des masses pauvres des campagnes qui suivit la crise de 29. En 1933, l'ambassadeur des États-Unis organisa sa déposition par un coup d'État militaire. C'est dans ces années-là que Batista, le dictateur qu'allait renverser la révolution cubaine, entra en scène. En 1935, se retournant contre ses alliés du camp progressiste, il organisa la répression contre la grève générale.

En 1940, élu président de la République, il prit sur les ordres de Roosevelt des ministres communistes au gouvernement. En 1944, il ne fut pas réélu et bien que tenté par la perspective d'un coup d'état militaire, il obéit encore une fois à l'ambassadeur américain, et se retira.

Batista, le Yes Man des USA

En 1952, alors qu'ils craignaient l'élection comme président d'un politicien soutenu par le parti Communiste, les dirigeants américains firent appel à Batista qui s'empara du pouvoir par un coup d'état militaire.

A l'ombre de sa dictature, les intérêts américains continuèrent à prospérer. Les trusts américains possédaient

directement dans l'île 50 % des terres, 90 % des mines, et contrôlaient 45 % de l'industrie, la quasi-totalité des transports, de l'électricité, des télécommunications.

Quelques familles cubaines très riches -9 grands propriétaires possédaient 25 % des terres- savaient leur sort lié à celui de la domination américaine. Autour de cette bourgeoisie comprador gravitaient les couches moyennes de la bourgeoisie qui jouissaient d'un niveau de vie très élevé mais où se sont recrutés les jeunes intellectuels qui ont formé les cadres de la révolution, les frères Castro par exemple. Ils étaient révoltés par la surexploitation de la population, la misère, l'arriération du pays.

5 millions de Cubains sur les 6 que comptait l'île, vivaient très pauvrement, sinon dans un dénuement complet. La moitié des habitants étaient privés d'eau et d'électricité, 1/3 vivaient dans des cahutes misérables, 1/4 ne savaient ni lire ni écrire. Les maladies de la faim, anémie, rachitisme, tuberculose, faisaient des ravages.

Toutes les libertés furent supprimées, le parti communiste interdit et persécuté, les syndicats mis au pas ou brisés.

A tous les échelons de l'appareil d'État, à commencer par son sommet, régnait la corruption : détournement de fonds publics, pots de vin, enveloppes en dollars offertes par des agents de l'état US. Batista et sa famille contrôlaient les revenus de la pègre, gestion des parcmètres, machines à sous, tripots et maisons de passe pour riches touristes américains. La Havane : « *le bordel des États-Unis* », toute la population cubaine le pensait.

La dictature de Batista pouvait résoudre à court terme le problème n°1 de l'impérialisme américain et de la riche bourgeoisie cubaine : le maintien de l'ordre social par une répression qui brisait toute possibilité d'organisation pour les masses pauvres. Mais elle concentrait sur elle la révolte et la haine de toutes les couches de la population pauvre.

La répression, aussi terrible qu'elle pût être, 20 000 morts entre 53 et 58, allait s'avérer impuissante et se retourner contre les sbires de la dictature.

Castro et ses camarades, parce qu'ils furent les premiers à lever l'étendard de la révolte et qu'ils eurent l'audace de ne jamais abdiquer, furent portés à la tête de la révolution.

L'héroïque défi révolutionnaire du David cubain au Goliath impérialiste

Le 26 juillet 53, Fidel Castro et ses camarades attaquaient la caserne Moncada avec le projet de lancer ensuite à la radio un appel à la révolte mais leur plan échoua. Les militaires capturèrent 68 attaquants et les massacrèrent après les avoir torturés, une trentaine furent capturés, dont Castro et son frère et ils eurent droit, tant la réprobation des meurtres était grande, à un procès. La plaidoirie de Castro fut imprimée et circula clandestinement : la dictature y était fustigée, la corruption, la misère, l'arriération du pays étaient dénoncées. Et Castro terminait par ces mots : « *Je ne finirai pas en demandant l'acquiescement*

de l'accusé, comme le font toujours les avocats... Je ne peux pas le faire alors que mes compagnons souffrent dans la prison ignominieuse de l'île des Pins... Peu importe votre condamnation. L'histoire m'acquittera ».

C'est cette audace de révolutionnaire, ce courage moral et politique qui valurent à Castro la confiance des Cubains pauvres. Le programme politique que Castro définissait dans sa plaidoirie était très modéré : rétablissement de la constitution de 1940, confiscation des biens issus de la corruption, redistribution des terres des propriétés qui dépassaient 400 ha, nationalisation des compagnies américaines de l'électricité et des télécommunications. C'était un programme qui devait selon lui permettre le développement économique de Cuba.

Condamné à 15 ans de prison, libéré en 1955, Castro partit au Mexique en affirmant son intention de revenir pour renverser Batista. En novembre 56, il débarquait à Cuba avec 80 de ses camarades. 12 hommes seulement, dont Fidel Castro, Raul, son frère et Che Guevarra, survécurent, qui durent se réfugier dans les montagnes de la Sierra Maestra.

Dans tout le pays, l'opposition à la dictature se manifestait sous des formes quasi insurrectionnelles. Les assassinats des opposants politiques suscitaient dégoût et haine pour le régime et incitèrent des jeunes, militants de différents partis à prendre le maquis. De même, les représailles de l'armée contre les paysans qui apportèrent leur soutien à Castro.

Dans les premiers mois de 1958, Batista instaura l'état de siège, renforça la terreur dans les villes et en juin, envoya 20 000 soldats dans la Sierra. La guérilla anéantit un bataillon de 1000 hommes, et l'armée dut se retirer.

En août, Batista fit bombarder certaines villes cubaines par l'aviation. Mais les troupes de guérilla se multipliaient, les soldats de la dictature, dont beaucoup s'étaient engagés pour échapper à la misère, n'avaient pas envie de combattre, et nombre de leurs officiers, pas davantage.

Le régime de Batista s'effondrait et le 31 décembre 58, le dictateur s'enfuyait emportant avec lui 300 millions de dollars. A La Havane, la population en liesse envahit les rues et détruisit tous les parcmètres et les machines à sous.

Castro avait l'appui de toute la population, y compris de la bourgeoisie qui craignait que les exactions de la dictature de Batista ne provoquent un soulèvement de la classe ouvrière. Castro en lançant cet appel : *Nous combattons contre la tyrannie, non contre les forces armées*, avait cherché et réussi à rallier nombre d'officiers qui gardaient le contrôle de leurs troupes avec lesquelles fusionna l'armée de la guérilla. La police, dont les responsables, haïs de la population avaient pris la fuite, restait en place, et des dirigeants castristes en prirent la tête.

Le gouvernement mis en place par Castro ne comptait quasiment que des notables ou des politiciens bourgeois.

A peine installé au pouvoir, et alors même qu'il sollicitait l'aide des Etats-Unis qui avaient reconnu le nouveau ré-

gime, les dirigeants américains finirent par rompre avec lui. Il était hors de question de tolérer un gouvernement qui ne lui soit pas totalement inféodé, issu en outre d'une révolution populaire. Or Castro n'entendait pas se laisser dicter sa conduite. En mai 1959, il met en route la réforme agraire. Devant la levée de boucliers que celle-ci provoque à Cuba même, et aux USA, Castro confisque d'autres propriétés cubaines et américaines et cette fois sans indemnisation.

A l'été 1960, Cuba décide d'acheter du pétrole que l'URSS propose de lui vendre 25 % moins cher mais non seulement les compagnies pétrolières américaines refusent de le raffiner mais les USA en représailles, décident de réduire de 700 000 tonnes leurs achats de sucre, Castro réplique en confisquant tous les biens américains dans l'île. Les USA décident alors les premières mesures d'embargo contre Cuba.

En 2 ans, Castro perdit alors tous les soutiens qu'il avait dans la bourgeoisie cubaine. 350 000 bourgeois cubains, petits, moyens et grands, s'exilèrent à Miami, où la CIA et l'extrême-droite organisent des commandos qui se préparent à attaquer Cuba.

En janvier 61, les USA rompirent leurs relations diplomatiques avec Cuba et en avril, 1500 anticastristes formés et équipés par la CIA débarquèrent dans la Baie des Cochons. Castro n'hésita pas à mobiliser et à armer toute la population. La liberté ou la mort, clame-t-il. En 72 heures, l'opération tourne au fiasco. C'est alors que Castro se déclara « communiste ».

A partir de 1961, il se tourne vers l'URSS pour compenser l'embargo américain devenu quasi-total et quelques mois plus tard, en octobre 62, éclata entre l'URSS et les USA la crise des missiles qui fit craindre une 3^{ème} guerre mondiale.

De la révolution cubaine à la lutte des Afro-Américains aux USA et à la guerre du Vietnam

La révolution cubaine s'inscrit dans la vague des révolutions anticoloniales qui après la 2^{ème} guerre mondiale mirent fin à l'esclavage que faisaient régner les grandes puissances européennes sur les 2/3 de la planète. Une lutte héroïque des peuples asservis au nom de la supériorité de la race blanche pour gagner leur dignité et leur indépendance.

L'impérialisme américain, lui, a conquis son hégémonie mondiale sous le drapeau de la liberté, lutte contre le fascisme allemand et japonais, liberté des peuples des colonies européennes, lutte contre le « communisme » en Amérique centrale et latine, et dans le monde entier. Une propagande mensongère mais qui avançait comme arguments les horreurs du nazisme, du colonialisme et des dictatures stalinienne.

La révolution cubaine, comme le mouvement noir aux USA ou la lutte du peuple vietnamien détruisirent ce mythe.

« Une nation de la taille de Cuba est moins une menace pour la survivance des États-Unis qu'elle ne constitue une base de subversion dirigée contre les autres pays libres des Amériques », disait le président Kennedy au lendemain de l'échec du débarquement dans la Baie des Cochons à Cuba.

Le danger principal, pour la bourgeoisie américaine, était bien le risque de contagion de la contestation de sa domination, dans un moment où son pouvoir était fragilisé sur son propre territoire par la révolte des Noirs américains ou un peu plus tard le refus de la jeunesse américaine d'aller combattre et mourir au Vietnam.

C'est bien pourquoi aujourd'hui, alors que l'oligarchie états-unienne cherche par tous les moyens à sauvegarder sa domination mondiale, il lui faut détruire jusqu'au souvenir même de la révolution cubaine.

Blocus criminel, menaces militaires et manœuvres diplomatiques, la haine de la révolution

Après le coup de force du 3 janvier contre le Venezuela et l'enlèvement de Maduro, Trump a multiplié les invectives contre Cuba, accusant le régime « communiste » de « menacer la sécurité intérieure des États-Unis ».

Le 29 janvier 2016, alors que Cuba est privée du pétrole vénézuélien, un décret de Trump interdit toute livraison d'hydrocarbures par des pays tiers sous peine de sanctions.

Mais les États-Unis jouent le chaud et le froid. En avril, des représentants américains ont entamé des négociations avec des représentants cubains et autorisent un pétrolier russe à livrer sa cargaison. Le 13 mai, celle-ci est complètement épuisée. Il n'y a plus une goutte de carburant à Cuba.

La population fait face à d'interminables coupures d'électricité qui l'empêchent de s'éclairer la nuit, de conserver des aliments au froid, de faire fonctionner climatiseurs ou ventilateurs, et à une pénurie de carburants qui l'empêche de se déplacer. Le manque de nourriture, en majeure partie importée, affame tous les habitants de l'île à l'exception de la minorité de privilégiés, cadres de l'État ou riches entrepreneurs privés... Les États-Unis dont l'embargo est responsable de cette situation, font au gouvernement une offre d'aide de 100 millions de dollars par la voix du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Marco Rubio, lui-même d'une famille d'émigrés politiques, anti-castristes de Miami, à condition qu'elle soit distribuée par l'Église catholique cubaine.

En même temps un porte-avions US est dépêché sur place, des drones et des avions de surveillance sont déployés dans le ciel de Cuba à la vue de tous.

Le 20 mai, jour anniversaire de l'indépendance de Cuba, un mandat d'arrêt contre Raoul Castro, accusé de la mort, en 1996, de 4 membres d'un réseau d'aide aux émigrés cubains, dont les avions avaient été abattus par des avions cubains, est annoncé officiellement à Miami.

Quasiment en même temps, Marco Rubio annonce que l'aide de 100 millions de dollars avait été acceptée par le gouvernement cubain mais qu'elle ne devait pas tomber entre les mains du GAESA, le conglomérat cubain de l'État qui contrôle l'économie de Cuba. La sœur de la dirigeante de GAESA, ajoutait-il, a été arrêtée aux USA, son statut de résidente légale ayant été révoqué.

Toutes les entreprises étrangères ayant lié des partenariats avec l'État cubain sont invitées à se retirer. Une compagnie minière canadienne l'a déjà fait, ainsi que des chaînes hôtelières ou la compagnie maritime CGA-CGM.

Il y a 15 jours enfin, les dirigeants cubains annonçaient de nouvelles réformes favorisant les entreprises privées.

Ce n'est pas le communisme qui a été vaincu à Cuba, les limites d'une époque

Parce que le régime cubain avait procédé à l'étatisation quasi complète de l'économie pour la faire fonctionner alors qu'elle appartenait presque entièrement aux trusts américains, parce qu'il s'est lui-même dit « communiste » à partir du moment où il n'avait pas d'autre choix pour lui, dans le monde de l'époque, que de rechercher l'alliance avec l'URSS pour desserrer l'étreinte des USA, beaucoup, y compris dans les rangs des révolutionnaires, l'ont qualifié de communiste.

Mais la bureaucratie stalinienne, qui n'avait pas d'autre objectif que la défense de son pouvoir et de ses privilèges et craignait plus que tout l'extension de la révolution, avait depuis longtemps renié les idées communistes tout en usurpant l'héritage et le drapeau de la révolution de 1917 et de l'Internationale communiste fondée par les bolcheviks en 1919.

A Cuba, la classe ouvrière dans les années 20, alliée des masses paysannes pauvres, avait joué un rôle dirigeant dans la lutte contre la domination américaine mais ses dirigeants communistes avaient été assassinés par les hommes de main de Machado. Dans les années 30, la nouvelle génération des dirigeants du parti communiste avait suivi la ligne politique dictée par la bureaucratie stalinienne qui, après 1933, recherchait l'alliance avec les « démocraties », et donc les USA. Jusqu'à, comme à Cuba, faire partie du gouvernement d'un État se faisant le relais de la domination américaine.

Après la deuxième guerre mondiale, l'existence de l'URSS et de ses satellites avait permis à un certain nombre d'États issus des révolutions anticoloniales de survivre à l'écart de l'impérialisme.

Cette époque a pris fin avec l'effondrement de l'URSS dont les dirigeants eux-mêmes souhaitaient s'intégrer au marché capitaliste mondial. Cela a signifié pour le régime cubain, même s'il a pu survivre encore quelques années, le début de l'étranglement, dont on voit l'aboutissement aujourd'hui. Il ne tient que par l'absence de perspectives face à l'agression des USA et du fait de l'abattement de la population accaparée par la lutte quotidienne pour la survie.

A l'heure de la financiarisation mondialisée, le spectre de la révolution hante l'oligarchie capitaliste

Les transformations à l'œuvre depuis l'offensive libérale engagée alors que le peuple vietnamien imposait son indépendance, la mondialisation et la financiarisation de l'économie capitaliste ont ouvert de nouvelles possibilités aux exploités du monde entier. En même temps qu'est devenue impossible une voie de développement national qui échapperait au marché capitaliste mondial, les conditions permettant l'existence d'une planification démocratique de l'économie mondiale, un pouvoir des travailleur-es et des exploités à l'échelle mondiale, sont infiniment plus favorables qu'à l'époque de la vague des révolutions ouvrières qui a suivi la première guerre mondiale.

Tandis que le capitalisme se montre à l'échelle mondiale comme un système failli, incapable d'assurer le moindre progrès des conditions de vie du plus grand nombre, tandis que l'oligarchie mondiale des milliardaires, assoiffée de plus-value arrachée aux peuples, menace de plonger toute l'humanité dans un chaos sanglant de guerres pour les ressources naturelles, la perspective de l'expropriation des multinationales et de la direction de la société par celles et ceux qui la font fonctionner en dépit du saccage capitaliste, prend corps.

La révolution permanente poursuit son œuvre. Après que le marché capitaliste mondialisé a intégré et étouffé l'indépendance nationale des peuples anciennement colonisés, a surgi un nouveau prolétariat international, sans patrie ni frontières, porteur d'une nouvelle révolution mondialisée, authentiquement socialiste et communiste.

Galia Trépère